

Evolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Date de la contribution : 16/05/2024

Introduction

Modalité de prise d'effet des évolutions des tarifs des prestations

Question 1 : Etes-vous favorable à ce que le tarif appliqué soit celui en vigueur au moment de la demande du client ou plutôt celui en vigueur au moment de la réalisation de la prestation ?

Favorable

Commentaire :

L'acceptation de l'offre par le consommateur suppose le consentement. En ce sens, en cohérence avec les articles du Code Civil, cette démarche est pertinente.

Evolution de prestations annexes relatives à l'acheminement

Question 2 : Etes-vous favorable à la mise à niveau du tarif de la prestation « Séparation des réseaux », compte tenu des coûts supportés par le GRD ?

Favorable

Commentaire :

« Notre société refuse la fatalité et se caractérise par une exigence croissante de sécurité »

Rapport public 2005 du Conseil d'État (Responsabilité et socialisation du risque)

Dans la mesure où les surcoûts associés relèvent d'une obligation codifiée découlant d'une exigence de sécurité, le principe d'une répercussion des coûts additionnels par l'opérateur est justifiée. La documentation des surcoûts ayant fait a priori l'objet d'une instruction par la CRE, il n'y a donc pas d'obstacle à la mise à niveau pertinente du tarif de ladite prestation.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'instauration d'une option spécifique pour la réalisation d'un plan de prévention, dans le cadre de la réalisation de la prestation « Séparation de réseaux » ?

Favorable

Commentaire :

Une fois affranchie la réponse à la question précédente, l'enjeu demeure effectivement de savoir s'il faut passer par une pondération du surcoût au regard de la fréquence sous-jacente en cause, ou s'il est plus efficace et équitable de mettre en place une option spécifique.

Si le pourcentage de 20% d'occurrence des surcoûts mentionné provient d'un historique suffisamment fiable et significatif, il n'y a pas de raison statistique qu'il varie sensiblement. Néanmoins, si l'enjeu n'est pas pour l'opérateur de récupérer les surcoûts, puisque ces prestations sont naturellement prises en charge au CRCP, les coûts associés relevant selon la terminologie consacrée de « coûts non gérables », la question est la juste répartition des coûts d'une part, et l'envoi d'une incitation pertinente aux demandeurs de cette prestation d'autre part.

En effet, il ne serait pas équitable pour reprendre le premier critère que le consommateur via le TURPE prenne

éventuellement en charge le surcoût associé à des activités spécifiques bien qu'encadrées par les exigences de sécurité édictées dans le Code de l'énergie. S'agissant du second critère, à savoir celui de la pertinence du signal économique envoyé, une option aurait le mérite de ne pas pénaliser, voire dissuader, outre-mesure les demandeurs dont l'intervention de l'opérateur au titre de la prestation en cause ne suppose pas des mesures de prévention engendrant des surcoûts.

Question 4 : Etes-vous favorable à la mise à niveau du tarif des prestations relatives aux interventions pour permettre la vérification des protections HTA et/ou des protections de découplage, compte tenu des coûts supportés par le GRD ?

Favorable

Commentaire :

Pour reprendre le critère d'équité, à partir du moment où les nouvelles grilles se basent sur des surcoûts rationalisés et soumis à la procédure contradictoire, au titre de la transparence et de la régulation efficace du monopole, il n'y a pas d'obstacle à cette proposition. En effet, il serait plus juste que les demandeurs de ces prestations spécifiques supportent eux-mêmes lesdits surcoûts plutôt que cela soit porté par le TURPE, c'est-à-dire par le consommateur moyen.

Question 5 : Etes-vous favorable à la prise en charge par le tarif d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité des coûts relatifs au changement de compteur, dans le cas d'une demande d'activation d'un calendrier fournisseur lors de la modification de la formule tarifaire d'acheminement pour les utilisateurs du réseau BT > 36 kVA et HTA ?

Favorable

Commentaire :

Dans la mesure où la prise en charge par l'opérateur et donc par le TURPE de la modalité en cause se justifie par l'obligation de diffusion des innovations des offres de fourniture, celle-ci est justifiée. Néanmoins, il serait utile de documenter via des éléments chiffrés et une étude d'impact pour pouvoir se prononcer effectivement sur l'équilibre coût-bénéfice de cette disposition. D'autant que tel que mentionné dans la présente consultation, il s'agit également de compenser les coûts échoués relatifs aux compteurs remplacés avant la fin de leur durée de vie comptable, au-delà de la prise en charge de la prestation elle-même.

Question 6 : Etes-vous favorable à la prolongation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation électrique » ?

Favorable

Commentaire :

Le droit "permet" tout autant qu'il "ordonne ou interdit" (Portalis)

Sur le principe et en termes d'incitations d'abord, et indépendamment du fond, prolonger une prestation expérimentale au-delà du délai d'expérimentation sans préciser les conditions de cette dérogation à « la dérogation » fait perdre de sa force effective la portée du droit à l'expérimentation. En conséquence, il serait judicieux soit de faire porter à trois ans par exemple le nombre de prolongations possibles, soit de lister des motifs de prolongation exceptionnelle de façon à ne pas faire perdre de sa force effective la crédibilité de la régulation par la CRE.

Du reste, sur le fond, cette prestation permet a priori notamment d'affranchir d'éventuels litiges entre clients et fournisseurs, et en ce sens, utile au bon fonctionnement du marché de l'énergie.

Evolution des prestations annexes relatives aux responsables d'équilibre

Question 7 : Etes-vous favorable à l'évolution de la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables

d'Equilibre » ?

Favorable

Commentaire :

En particulier, la distinction d'une prestation non facturée de celle facturée permet en effet aux Responsables d'Equilibre (RE) de prendre connaissance des données relatives aux courbes de charge et des facteurs d'usage au périmètre d'Enedis et des RE, en fonction de leurs besoins.

Du reste, au regard du rôle intrinsèquement important des RE dans la mesure où ils permettent de résorber les écarts entre injections et soutirages constatés a posteriori, la prise en compte par le TURPE d'une prestation de « base » est justifiée.

Question 8 : Etes-vous favorable à l'inscription de la liste des jeux de données proposés sur la plateforme dans l'annexe du catalogue de prestations pour les RE ?

Favorable

Commentaire :

Cette inscription participe de la transparence et donc est bienvenue.